RCS : AMIENS
Code greffe : 8002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2005 B 00197
Numéro SIREN : 482 265 451
Nom ou dénomination : RIVERY EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 12/10/2020 sous le numéro de dépôt B2020/004901

Date : 12/10/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/004901**
n° de gestion : **2005B00197**
n° SIREN : **482 265 451 RCS Amiens**

Le greffier du Tribunal de Commerce d'Amiens certifie avoir procédé le 12/10/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société :

RIVERY EXPLOITATION - Sté par actions simplifiée
Avenue de la Défense Passive 80136 RIVERY France

date de clôture : 31/03/2020

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
DCACO

Pièce : Documents comptables prévus par la législation en vigueur

AB|G-8002/T-DEPOT-ACTE/I-434748

« RIVERY EXPLOITATION »

Société par actions Simplifiée au capital de €.37 000
Siège Social : Avenue de la Défense Passive
80136 RIVERY

482 265 451 RCS AMIENS

2 OCT. 2020
AMIENS
80-02

RAPPORT DE GESTION DU COMITE DIRECTEUR

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020

Chers Associés,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et aux statuts pour vous présenter notre rapport sur la marche des affaires sociales au cours de l'exercice qui a débuté le 1er Avril 2019 et a pris fin le 31 Mars 2020, soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice, ainsi que les comptes consolidés.

Au présent rapport sont annexés :

- un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices,
- ainsi que le tableau relatif aux délais de paiement conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du code de Commerce.

La lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes vous donnera toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

La crise sanitaire liée au COVID-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un évènement majeur. Nous avons estimé à la date d'arrêté des comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31 mars 2020.

En conséquence, s'agissant des immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

- les effets de l'épidémie connus à la date de clôture ont été pris en compte et constituent un indice de perte de valeur qui a conduit à la réalisation d'un test de dépréciation sur la base de projections tenant compte des effets de l'épidémie ;
- l'évolution continue des conséquences directes de l'épidémie et des mesures gouvernementales, entre la date de clôture et celle de l'arrêté des comptes, constitue un évènement post-clôture en lien avec des conditions existant à la clôture, de nature à ajuster le test de dépréciation.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, nous constatons que la crise sanitaire n'a pas eu d'impact significatif en raison de notre activité.

A la date d'établissement des comptes au 31 mars 2020, nous n'étions pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur notre patrimoine, notre situation financière et notre résultat.

Au cours de l'exercice clos le 31 Mars 2020, le chiffre d'affaires net réalisé par notre société (hypermarché et Drives avec carburant) s'est élevé à €.65 585 841 contre €.60 611 042 lors de l'exercice précédent, soit une augmentation d'environ 8,2 %. Cette progression est due principalement à l'activité prospère du Drive de Boves et de celui de Rivery.

Se sont ajoutés au chiffre d'affaires :

-des subventions d'exploitation pour €.3 728,
- des reprises de provision et transferts de charges pour €.104 208,
- des autres produits pour €.218 347.
- des produits financiers pour €.301 270.

Quant aux charges, elles se sont réparties entre les principaux postes, de la manière suivante :

	Exercice 2018/2019	**Exercice 2019/2020**
* *Charges d'exploitation*		
- Achats de marchandises	50 057 436	52 717 161
- Variation de stock	(479 539)	465 633
- Matières premières	119 526	138 189
- Variation de stock	(2 416)	(7 320)
- Autres achats et charges externes	4 371 790	4 891 648
- Impôts, taxes assimilés	644 127	634 841
- Salaires et traitements	4 312 432	4 384 062
- Charges sociales	1 357 546	1 141 373
- Dotations aux amortissements	122 861	167 254
- Dotations aux provisions sur actif circulant	18 715	18 038
- Dotations aux provisions pour risques et charges	9 235	-
- Autres charges	71 336	89 000
* *Charges financières*	54 740	122 261

Nous enregistrons au 31 Mars 2020, un résultat courant avant impôts de €.1 454 254, lequel après incidence de produits exceptionnels pour €.174 543, de charges exceptionnelles pour €.91 646, et prélèvement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprises pour €.157 006, d'un impôt sur les bénéfices de €.287 168, laisse apparaître un bénéfice de €.1 092 976,66, dont €.471 de CICE.

Notre société a également bénéficié d'un crédit d'impôt mécénat pour €.195 082.

Nos produits exceptionnels correspondent notamment pour €.15 655 au remboursement de la TICFE électricité, pour €.61 203 au produit de cession d'immobilisations corporelles.

Nos charges exceptionnelles correspondent pour €.53 915 à la valeur nette comptable des actifs cédés.

Nous vous rappelons que notre Société a versé aux salariés :

-au titre de l'intéressement, la somme de €.97 192,
-au titre de la participation, la somme de €.157 006,
-au titre des gratifications, la somme de €.132 148,
-au titre de la prime COVID la somme de €.56 237.

II - SITUATION DE LA SOCIETE AU 31 MARS 2019 ET AU 31 MARS 2020

Nous vous présentons dans le tableau ci-après la situation active et passive de notre Société au 31 Mars 2019 et au 31 Mars 2020, à savoir:

	Exercice 2018/2019	Exercice 2019/2020
A C T I F		
Actif Immobilisé		
- Immobilisations incorporelles	23 986	63 198
- Immobilisations corporelles	675 088	815 401
- Immobilisations financières	13 083 709	12 907 316
Actif Circulant		
- Stocks	4 237 448	3 778 673
- Créances	5 204 817	4 926 420
- Disponibilités	569 425	532 545
Compte de régularisation		
- Charges constatées d'avance	251 429	190 928
P A S S I F		
- Capitaux propres	10 334 029	11 123 606
- Provision pour risques	63 742	63 742
- Dettes	13 648 131	12 027 131
* *emprunts et dettes auprès des établissements de crédit*	*5 851 596*	*4 552 459*
* *emprunts et dettes financières divers*	*949 191*	*1 332 957*
* *avances et acomptes reçus*	*15 797*	*16 257*
* *dettes fournisseurs et comptes rattachés*	*5 230 978*	*4 225 419*
* *dettes fiscales et sociales*	*1 375 984*	*1 712 685*
* *dettes sur immobilisations*	*19 206*	*6*
* *autres dettes*	*205 380*	*187 348*

Le solde en capital des emprunts restant dû au 31 Mars 2020 par la Société « RIVERY EXPLOITATION» s'élève à €.4 552 459.

III - PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS ET METHODES D'EVALUATION

Nous vous précisons que les comptes sociaux ont été établis selon les règles d'évaluation et le mode de présentation que pour l'exercice précédent.

IV - AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2019/2020

Nous vous proposons d'affecter de la manière suivante, le bénéfice de l'exercice clos le 31 Mars 2020, s'élevant à €.1 092 976,66 dont €.471 de CICE non distribuable, à savoir :

- à la réserve facultative (CICE) .....€. 471,00
- à distribuer aux associés à titre de dividendes.....€.600 140,00
- le solde à la réserve facultative.....€.492 365,66

En conséquence, chaque action donne droit à son titulaire à un dividende de €.162,20.

***

Nous vous rappelons que sur le plan fiscal et social, conformément aux dispositions légales en vigueur et notamment la Loi de Finances pour 2018:

1 - les associés personnes physiques fiscalement domiciliés en France, sont soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) dit « flat tax » de 30 % regroupant :

*le prélèvement relatif à l'impôt sur le revenu de 12,80 %, sous réserve de dispense si le revenu fiscal de l'avant dernière année est inférieur à €.50.000 pour les personnes célibataires, divorcées ou veuves et à €.75.000 pour les couples soumis à imposition commune ;

*les prélèvements sociaux de 17,20 %, les deux étant prélevés à la source lors de la distribution de dividendes.

2 - Toutefois, lors de leur déclaration de revenus, les associés pourront opter pour une imposition de leurs dividendes, au barème progressif de l'impôt sur le revenu ; ce qui donnera lieu à l'abattement de 40 % sur la totalité du montant de leurs dividendes.

Cette option sera expresse et irrévocable et portera sur l'ensemble des revenus, gains nets, profits, plus-values et créances.

Le prélèvement forfaitaire de 12,80 % versé lors de la distribution de dividendes s'imputera sur l'impôt sur le revenu de l'année au cours de laquelle il a été opéré ; s'il excède l'impôt dû, l'excédent sera restitué.

***

En conséquence :

- la réserve légale restera fixée à €.3 700, soit 10% du capital,
- la réserve facultative sera portée de €.9 989 929,28 à €.10 482 765,94.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes suivants ont été distribués aux associés au cours des trois derniers exercices à savoir :

- par l'Assemblée Générale du 1er Février 2018, la somme de €.203 500, soit un dividende de €.55 par action, soumise au prélèvement forfaitaire unique dit « flat tax » de 30 %.
- par l'Assemblée Générale du 28 Septembre 2018, la somme de €.203 500, soit un dividende de €.55 par action, soumise au prélèvement forfaitaire unique dit « flat tax » de 30 %.
- par l'Assemblée Générale du 6 Septembre 2019, la somme de €.303 400, soit un dividende de €.82 par action, soumise au prélèvement forfaitaire unique dit « flat tax » de 30 %.

V - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de somme correspondant à des amortissements non déductibles fiscalement.

VI - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous précisons que notre société détient quatre filiales, au sens de l'article L.233-1 du Code de Commerce :

- 96 % du capital social la société « **BAPAUME DISTRIBUTION** », Société par Actions Simplifiée au capital de € 40.000, dont le siège social est fixé à BAPAUME (62450) Lieudit La Fabrique à Sucre et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Mars 2020, un chiffre d'affaires de €.29 813 779 et un bénéfice de €.222 471.

- 99,28 % du capital social de la "**SOCIETE RIVERY DISTRIBUTION – SORIDIS**", Société Anonyme au capital de €.300 000, Dont le siège social est fixé à RIVERY (80136) Avenue de la Défense Passive et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Mars 2020, un chiffre d'affaires de €.1 526 177 et une perte de (€.115 245).

- 99,6 % du capital social de la "**SCI DE LA BORNE**", Société Civile au capital de €.7 622, dont le siège social est fixé à RIVERY (80136) Avenue de la Défense Passive, et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Décembre 2019, un chiffre d'affaires de €.1317 314 et un bénéfice de €.325 722.

- 89,50 % du capital Social de la « **SCI MARTINE** », Société Civile au capital de €.3 049, dont le siège social est fixé à RIVERY (80136) Avenue de la Défense Passive, et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Décembre 2019, un chiffre d'affaires de €.12 673 et un bénéfice de €.8 308.

-100 % du capital de la Société « **AU JEAN BART** », Société à Responsabilité Limitée au capital de €.1 000, dont le siège social est fixé à RIVERY (80136) Avenue de la Défense Passive et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Mars 2020, un chiffre d'affaires de €.369 915 et un bénéfice de €18 446.

VII - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce, régulièrement autorisées par votre Comité Directeur.Vos Commissaires aux Comptes ont été informés de ces conventions qu'il vous relate dans son rapport spécial.

VIII – PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, aucun salarié ou ancien salarié de la Société et des Sociétés liées au sens de l'article L.225-180 du Code de Commerce ne détenait d'actions de la Société dans le cadre d'un Plan d'Epargne Entreprise, d'un Plan Partenarial d'Epargne Salariale Volontaire, d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise ou résultant d'une privatisation ou de la participation aux résultats.

IX - COMPTES CONSOLIDES

Compte tenu de la position de notre Société à la tête d'un Groupe, nous vous présentons, conformément à l'article 233-16 du Code de Commerce, les comptes consolidés.

Le périmètre de consolidation comprend les Sociétés suivantes :
- Société « RIVERY EXPLOITATION »,
- Société « SORIDIS »,
- Société «BAPAUME DISTRIBUTION»,
- « SCI LA BORNE »
- « SCI MARTINE »
- « SCI TILLOY BAPAUME ».
- SARL « AU JEAN BART ».

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires net de €.95 741 619.
Ses autres produits d'exploitation s'élèvent à €.444 394 et ses produits financiers à €.14 863.
Ses charges d'exploitation s'élèvent à €.94 508 819 et ses charges financières à €.300 075.

Il en résulte un résultat courant avant impôt de €. 1 391 982, lequel après incidence de produits exceptionnels pour €.213 100 de charges exceptionnelles pour €.135 332, de l'impôt sur les bénéfices pour €.252 780, laisse apparaître un résultat d'ensemble consolidé de €.1 216 970.

Le résultat du Groupe s'élève à €.1 210 488 et le résultat hors Groupe à €.6 482.

Nous vous précisons que la consolidation vise à présenter la situation financière et les résultats d'un groupe de Sociétés, comme si celles-ci ne formaient qu'une seule entité.

Elle offre aux associés la possibilité d'évaluer la rentabilité de leur investissement et de mesurer l'opportunité et l'efficacité de la stratégie de développement.

X – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La Société n'a conduit aucune action en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice social écoulé.

XI - INTEGRATION FISCALE

Nous vous rappelons que notre Société a opté pour le régime d'intégration fiscale relevant des dispositions de l'article 223-A du Code Général des Impôts, depuis le 1er Avril 2016. A ce titre, la société « RIVERY EXPLOITATION », tête du groupe, s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe qu'elle forme avec les sociétés « SORIDIS », « BAPAUME DISTRIBUTION » et dernièrement « AU JEAN BART ».

XII - CONVENTION DE TRESORERIEE

Nous vous rappelons l'existence d'une convention de trésorerie entre les Sociétés « RIVERY EXPLOITATION », « SORIDIS », « SCI MARTINE », « SCI DE LA BORNE », « BAPAUME DISTRIBUTION » et « AU JEAN BART », moyennant un intérêt égal à Euribor 3 mois + 1 %.

XIII – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les incertitudes auxquelles la Société est confrontée sont liées à la crise sanitaire actuelle (COVID-19) qui est susceptible d'affecter le pouvoir d'achat de nos clients, la valeur comptable de certains actifs, l'évolution des taux variables des emprunts, le coût lié aux absences du personnel, le coût de la cotisation à la centrale d'achats ainsi que le montant des charges exceptionnelles liées à cette crise.

XIV – EVOLUTION DE L'ENTREPRISE

Le développement rapide de l'épidémie coronavirus (Covid-19) a provoqué et continuera de provoquer une perturbation mondiale majeure de l'activité commerciale.

Compte tenu de ce contexte malheureux, du rythme de propagation de l'épidémie et du niveau élevé d'incertitude, il n'est pas possible à ce stade d'estimer l'impact sur l'activité de notre société.

Depuis le 1er Avril 2020, nous constatons une progression globale de notre chiffre d'affaires de 1 % pour l'hypermarché, et de 33 % pour les Drives de BOVES et de RIVERY.

Nous étudions actuellement un projet de création d'un 3ème Drive sur Amiens Nord et attendons le résultat de l'étude de marché. Nous allons également développer la livraison à domicile, pour faire face à la demande et au changement d'habitude de consommation des clients.

Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que ces précisions vous permettront d'adopter les résolutions que nous allons vous soumettre.

LE COMITE DIRECTEUR

RÉSULTAT DES 5 DERNIERS EXERCICES

Sas RIVERY EXPLOITATIOI

Du 01/04/2019 au 31/03/202(

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 04/19 au 03/20	Exercice 04/18 au 03/19	Exercice 04/17 au 03/18	Exercice 04/16 au 03/17	Exercice N-4
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social	37 000	37 000	37 000	37 000	37 000
Nombre des actions ordinaires existantes (A)	3 700	3 700	3 700	3 700	3 700
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote existantes) (A)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
II - Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	65 585 841	60 611 042	57 474 317	55 303 931	55 271 782
Résultat avant impôts (B), participation des salariés, dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	1 669 617	1 020 991	1 392 148	1 465 619	1 686 686
Impôts sur les bénéfices	287 168	-48 544	-8 648	86 459	194 981
Participation des salariés due au titre de l'exercice	157 006	24 435	81 911	115 902	146 083
Résultat net (C)	1 092 977	937 454	1 146 704	1 254 884	1 227 814
Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	132 466	107 646	172 181	8 374	
Résultat distribué (D)	303 400	203 500	203 500	151 700	151 700
III - Résultat par action					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (B) / (A)	451,25	275,94	376,26	396,11	455,86
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations et reprises sur amorts, dépréciations provisions	331,20	282,46	356,46	341,42	331,84
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (C) / (A)	295,40	253,37	309,92	339,16	331,84
Dividende attribué à chaque action = (D) / (A)	82,00	55,00	55,00	41,00	41,00
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	177	176	177	138	137
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 384 062	4 312 432	4 129 743	3 725 746	3 598 507
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales)	1 141 373	1 357 546	1 336 145	1 199 857	1 098 448

)CIETE : 11 S.A.S RIVERY EXPLOITATION
(ercice du : 01/04/2019 au 31/03/2020

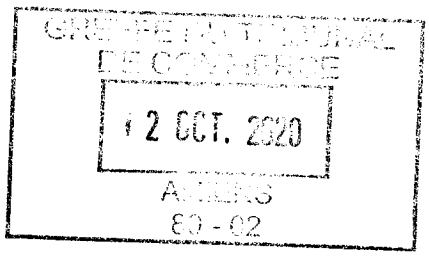
Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.,-1° : Facture ***reçues*** non réglées à la date de clôture de l'exercie						Article D.441 I.,-2° : Factures ***émises*** non règlées à la date de clôture de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
ombre de cture ncernées						260						71
ontant total des ctures ncernées TTC		115076	14424	2660	81997	214157		15318	0	3002	15232	33552
urcentage du ontant total des hats TTC de xercice		0,17	0,02	0	0,12	0,32						
urcentage du iffre d'affaires C de l'exercice								0,02	0	0	0,02	0,05
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
ombre de ctures exclues												
ontant total des ctures exclues C												
(C) Délai de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
lai de paiement ilisés pour le lcul des retards paiement	X Délais contractuels : (préciser)			□ Délais légaux : (préciser)			X Délais contractuels : (préciser)			□ Délais légaux : (préciser)		

"RIVERY EXPLOITATION"

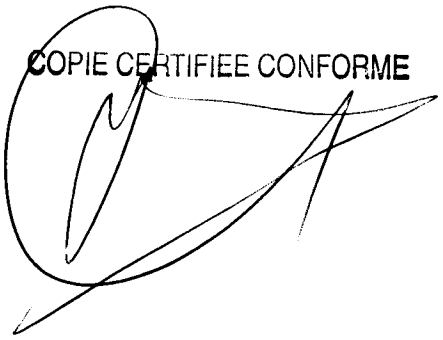
Société par Actions Simplifiée au capital de €.37 000
Siège social : Avenue de la Défense Passive
80136 RIVERY

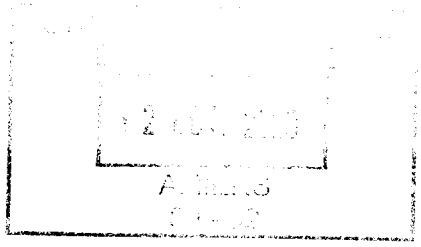
482 265 451 RCS AMIENS



COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020





Bilan consolidé

Actif en €	31/03/2020	31/03/2019
Ecart d'acquisition	**6 395 641**	**6 395 641**
Capital souscrit non appelé		**20 000**
Immobilisations incorporelles	118 306	33 334
Immobilisations corporelles	20 343 110	21 310 139
Immobilisations financières	1 417 269	1 496 027
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	**21 878 685**	**22 839 500**
Stocks et en-cours	5 115 788	5 587 863
Créances clients et comptes rattachés	666 153	955 278
Actifs d'impôts différés	241 331	314 477
Autres créances	927 618	2 522 140
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 101 286	1 120 137
Actif circulant	**8 052 176**	**10 499 895**
Comptes de régularisation	**292 642**	**343 756**
Total Actif	**36 619 144**	**40 098 792**

Passif	31/03/2020	31/03/2019
Capital social ou individuel	37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	6 833 551	6 443 077
Résultat Groupe	1 210 488	693 877
Provisions réglementées	47 786	51 819
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	**8 128 825**	**7 225 773**
Intérêts minoritaires	**-10 504**	**-16 438**
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	**1 558 022**	**1 634 599**
Emprunts et dettes financières	18 920 916	21 907 884
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 376 380	6 539 948
Dettes fiscales et sociales	2 350 123	1 836 859
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69 624	741 595
Autres dettes	222 049	228 570
Dettes	**26 939 092**	**31 254 856**
Comptes de régularisation	**3 709**	**2**
Total Passif	**36 619 144**	**40 098 792**

Compte de résultat consolidé

En €	31/03/2020	31/03/2019
Ventes de marchandises	90 737 249	77 588 293
Production vendue	5 004 370	3 067 844
Chiffre d'affaires	**95 741 619**	**80 656 137**
Production stockée		
Subventions d'exploitation	4 004	58 641
Reprises sur provisions	112 130	165 417
Autres produits	328 260	433 824
Produits d'exploitation	**444 394**	**657 882**
Achats et variations de stocks	80 187 655	67 909 185
Autres achats et charges externes	3 720 532	3 090 906
Impôts et taxes	1 027 810	965 219
Charges de personnel	7 401 682	6 860 321
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 897 525	1 590 007
Dotations aux provisions pour risques et charges	46 879	45 421
Autres provisions et charges d'exploitation	203 481	121 017
Charges d'exploitation	**94 508 819**	**80 606 812**
Résultat d'exploitation	**1 677 194**	**707 207**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	14 863	7 901
Charges financières	300 075	231 577
Résultat financier	**-285 212**	**-223 676**
Résultat courant avant impôt	**1 391 982**	**483 531**
Produits exceptionnels	213 100	141 587
Charges exceptionnelles	135 332	68 769
Résultat exceptionnel	77 768	72 818
Impôt sur le résultat	252 780	-136 184
Résultat des sociétés intégrées	**1 216 970**	**692 533**
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	**1 216 970**	**692 533**
Résultat groupe	**1 210 488**	**693 877**
Résultat hors-groupe	**6 482**	**-1 344**
Résultat par action	327	188
Résultat dilué par action	327	188

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/03/2020, dont le total est de 36 619 144 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 1 216 970 euros.

L'exercice clos le 31/03/2020 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2019 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés RIVERY EXPLOITATION, BAPAUME DISTRIBUTION, et AU JEAN BART, sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues sont les suivantes :

RIVERY EXPLOITATION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 0%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

BAPAUME DISTRIBUTION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. Le groupe a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31/03/2020.

En conséquence, s'agissant des immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

- les effets de l'épidémie connus à la date de clôture ont été pris compte et constituent un indice de perte de valeur qui conduit à la réalisation d'un test de dépréciation sur la base de projections tenant compte des effets de l'épidémie ;
- l'évolution continue des conséquences directes de l'épidémie et des mesures gouvernementales, entre la date de clôture et celle de l'arrêté des comptes, constitue un événement post-clôture en lien avec des conditions existant à la clôture, de nature à ajuster le test de dépréciation.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, le groupe constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

A la date d'établissement des comptes le 31/03/2020, le groupe n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Composition du groupe

La société mère :

SAS RIVERY EXPLOITATION
Centre commercial E.LECLERC – Avenue de la Défense Passive – 80 130 RIVERY

Activité : Holding exploitante détenant des participations dans les sociétés SCI LA BORNE, SCI MARTINE, SA SORIDIS.
Un contrat de location gérance permet à la SAS RIVERY EXPLOITATION d'exploiter le fonds de commerce de la SA SORIDIS.

Les sociétés filiales :

SCI LA BORNE
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières
Détention : 99,80 %

SCI MARTINE
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières
Détention : 99.50 %

SA SORIDIS
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : loueur de fonds
Détention : 99 ,28 %

SAS BAPAUME DISTRIBUTION
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Express
Détention : 96 %

SCI BAPAUME
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : loueur
Détention : 99.90 %

SARL AU JEAN BART
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

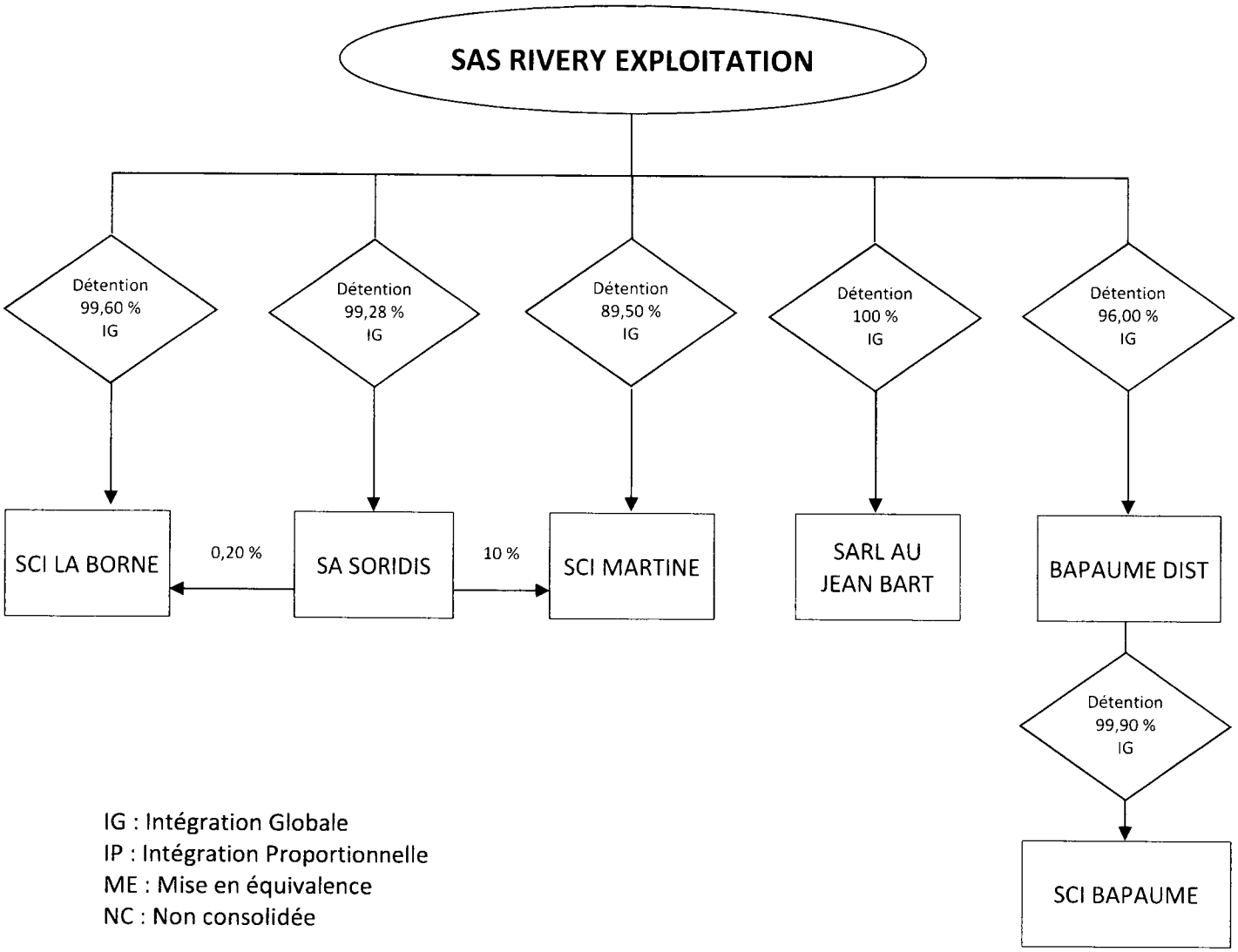
Activité : Restauration traditionnelle
Détention : 100 %

Méthode choisie et intérêts financiers

Entreprise détenue	*Contrôle groupe*	*Intérêts groupe*	*Méthode choisie*
LA BORNE	99,80 %	99,80 %	Intégration globale
MARTINE	99.50 %	99,43 %	Intégration globale
RIVERY EXPLOITATION	100 %	100 %	Intégration globale
SORIDIS	99,28 %	99,28 %	Intégration globale
BAPAUME DIST	96,00 %	96,00 %	Intégration globale
SCI BAPAUME	99,90 %	95,90 %	Intégration globale
SARL AU JEAN BART	100 %	100 %	Intégration globale

Organigramme du groupe

Société tête de groupe



IG : Intégration Globale
IP : Intégration Proportionnelle
ME : Mise en équivalence
NC : Non consolidée

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/03/2020

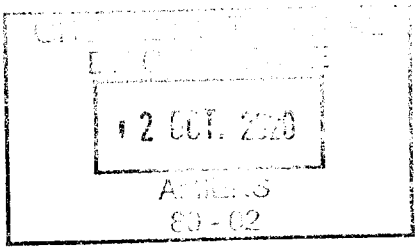
Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- BAPAUME DISTRIBUTION	3 966	29 814	61
- SCI BAPAUME	5 917	630	-
- AU JEAN BART	338	370	5
- LA BORNE	9 028	1 317	-
- MARTINE	96	13	-
- RIVERY EXPLOITATION	23 214	65 586	177
- SORIDIS	3 029	1 526	-
TOTAL	***45 588***	***99 256***	***243***

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/03/2007.

La date de clôture de la société mère RIVERY EXPLOITATION est le 31/03/2020. Il en est de même pour les sociétés BAPAUME DISTRIBUTION, SORIDIS, et AU JEAN BART.

La date de clôture des SCI BAPAUME, LA BORNE et MARTINE est le 31/12/2019.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.





RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2020

VDB et Associés
15, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Deloitte & Associés
19, rue Edouard Vaillant
37000 Tours

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
12 OCT. 2020
ARCHIVES
80-02

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2020

A l'assemblée générale de la société RIVERY EXPLOITATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RIVERY EXPLOITATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 22 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les actifs incorporels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévue par les textes légaux et règlementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du comité directeur arrêté le 22 juillet 2020.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

S'agissant des évènements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

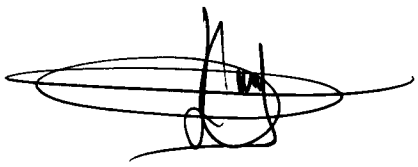
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Dury et Tours, le 29 septembre 2020

Les commissaires aux comptes

VDB et Associés	Deloitte & Associés
	
Rachid AISSAOUI	Bernard GROUSSIN

ETATS DE SYNTHESE

Bilan consolidé

Actif en €	31/03/2020	31/03/2019
Ecart d'acquisition	**6 395 641**	**6 395 641**
Capital souscrit non appelé		**20 000**
Immobilisations incorporelles	118 306	33 334
Immobilisations corporelles	20 343 110	21 310 139
Immobilisations financières	1 417 269	1 496 027
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	**21 878 685**	**22 839 500**
Stocks et en-cours	5 115 788	5 587 863
Créances clients et comptes rattachés	666 153	955 278
Actifs d'impôts différés	241 331	314 477
Autres créances	927 618	2 522 140
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 101 286	1 120 137
Actif circulant	**8 052 176**	**10 499 895**
Comptes de régularisation	**292 642**	**343 756**
Total Actif	**36 619 144**	**40 098 792**

Passif	31/03/2020	31/03/2019
Capital social ou individuel	37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	6 833 551	6 443 077
Résultat Groupe	1 210 488	693 877
Provisions réglementées	47 786	51 819
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	**8 128 825**	**7 225 773**
Intérêts minoritaires	**-10 504**	**-16 438**
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	**1 558 022**	**1 634 599**
Emprunts et dettes financières	18 920 916	21 907 884
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 376 380	6 539 948
Dettes fiscales et sociales	2 350 123	1 836 859
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69 624	741 595
Autres dettes	222 049	228 570
Dettes	**26 939 092**	**31 254 856**
Comptes de régularisation	**3 709**	**2**
Total Passif	**36 619 144**	**40 098 792**

Compte de résultat consolidé

En €	31/03/2020	31/03/2019
Ventes de marchandises	90 737 249	77 588 293
Production vendue	5 004 370	3 067 844
Chiffre d'affaires	**95 741 619**	**80 656 137**
Production stockée		
Subventions d'exploitation	4 004	58 641
Reprises sur provisions	112 130	165 417
Autres produits	328 260	433 824
Produits d'exploitation	**444 394**	**657 882**
Achats et variations de stocks	80 187 655	67 909 185
Autres achats et charges externes	3 720 532	3 090 906
Impôts et taxes	1 027 810	965 219
Charges de personnel	7 401 682	6 860 321
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 897 525	1 590 007
Dotations aux provisions pour risques et charges	46 879	45 421
Autres provisions et charges d'exploitation	203 481	121 017
Charges d'exploitation	**94 508 819**	**80 606 812**
Résultat d'exploitation	**1 677 194**	**707 207**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	14 863	7 901
Charges financières	300 075	231 577
Résultat financier	**-285 212**	**-223 676**
Résultat courant avant Impôt	**1 391 982**	**483 531**
Produits exceptionnels	213 100	141 587
Charges exceptionnelles	135 332	68 769
Résultat exceptionnel	77 768	72 818
Impôt sur le résultat	252 780	-136 184
Résultat des sociétés intégrées	**1 216 970**	**692 533**
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	**1 216 970**	**692 533**
Résultat groupe	**1 210 488**	**693 877**
Résultat hors-groupe	**6 482**	**-1 344**
Résultat par action	327	188
Résultat dilué par action	327	188

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	**37 000**	**5 678 422**	**944 160**		**6 674 117**	**-14 535**
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		468 843	-468 843			
Distributions de dividendes		278 442	-482 500		-203 500	-558
Variation de capital						
Résultat N-1			692 533		693 877	-1 344
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre		202 276	7 183		209 459	
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre		-200 000			-200 000	
Autres variations					1	-1
Capitaux propres N-1	**37 000**	**6 427 983**	**692 533**		**7 173 954**	**-16 438**
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		115 129	-115 133		-4	
Distributions de dividendes		273 452	-577 400		-303 400	-548
Variation de capital						
Résultat N			1 216 970		1 210 488	6 482
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	**37 000**	**6 816 565**	**1 216 970**		**8 081 039**	**-10 504**

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/03/2020	31/03/2019
Résultat net consolidé	**1 216 970**	**692 533**
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	1 937 150	1 638 913
Variation des impôts différés	-47 086	-35 091
Plus-values de cession, nettes d'impôt	5 283	-6 775
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**3 110 677**	**2 289 580**
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 122 861	497 437
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**4 233 538**	**2 787 017**
Acquisition d'immobilisations	-1 006 391	-5 310 602
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	62 841	32 424
Incidence des variations de périmètres		-200 014
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-943 550**	**-5 478 192**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-303 400	-203 500
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-548	-558
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	20 000	
Emissions d'emprunts	1 154 404	4 596 440
Remboursements d'emprunts	-2 801 663	-2 641 362
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-1 931 208**	**1 751 020**
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	**1 358 780**	**-940 156**
Trésorerie d'ouverture	**-2 824 767**	**-1 884 611**
Trésorerie de clôture	**-1 465 987**	**-2 824 767**

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/03/2020, dont le total est de 36 619 144 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 1 216 970 euros.

L'exercice clos le 31/03/2020 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2019 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés RIVERY EXPLOITATION, BAPAUME DISTRIBUTION, et AU JEAN BART, sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues sont les suivantes :

RIVERY EXPLOITATION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 0%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

BAPAUME DISTRIBUTION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. Le groupe a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31/03/2020.

En conséquence, s'agissant des immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

- les effets de l'épidémie connus à la date de clôture ont été pris compte et constituent un indice de perte de valeur qui conduit à la réalisation d'un test de dépréciation sur la base de projections tenant compte des effets de l'épidémie ;
- l'évolution continue des conséquences directes de l'épidémie et des mesures gouvernementales, entre la date de clôture et celle de l'arrêté des comptes, constitue un événement post-clôture en lien avec des conditions existant à la clôture, de nature à ajuster le test de dépréciation.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, le groupe constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

A la date d'établissement des comptes le 31/03/2020, le groupe n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Composition du groupe

La société mère :

SAS RIVERY EXPLOITATION
Centre commercial E.LECLERC – Avenue de la Défense Passive – 80 130 RIVERY

Activité : Holding exploitante détenant des participations dans les sociétés SCI LA BORNE, SCI MARTINE, SA SORIDIS.
Un contrat de location gérance permet à la SAS RIVERY EXPLOITATION d'exploiter le fonds de commerce de la SA SORIDIS.

Les sociétés filiales :

SCI LA BORNE
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières
Détention : 99,80 %

SCI MARTINE
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières
Détention : 99.50 %

SA SORIDIS
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : loueur de fonds
Détention : 99 ,28 %

SAS BAPAUME DISTRIBUTION
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : Express
Détention : 96 %

SCI BAPAUME
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

Activité : loueur
Détention : 99.90 %

SARL AU JEAN BART
AV de la défense passive–80 130 RIVERY

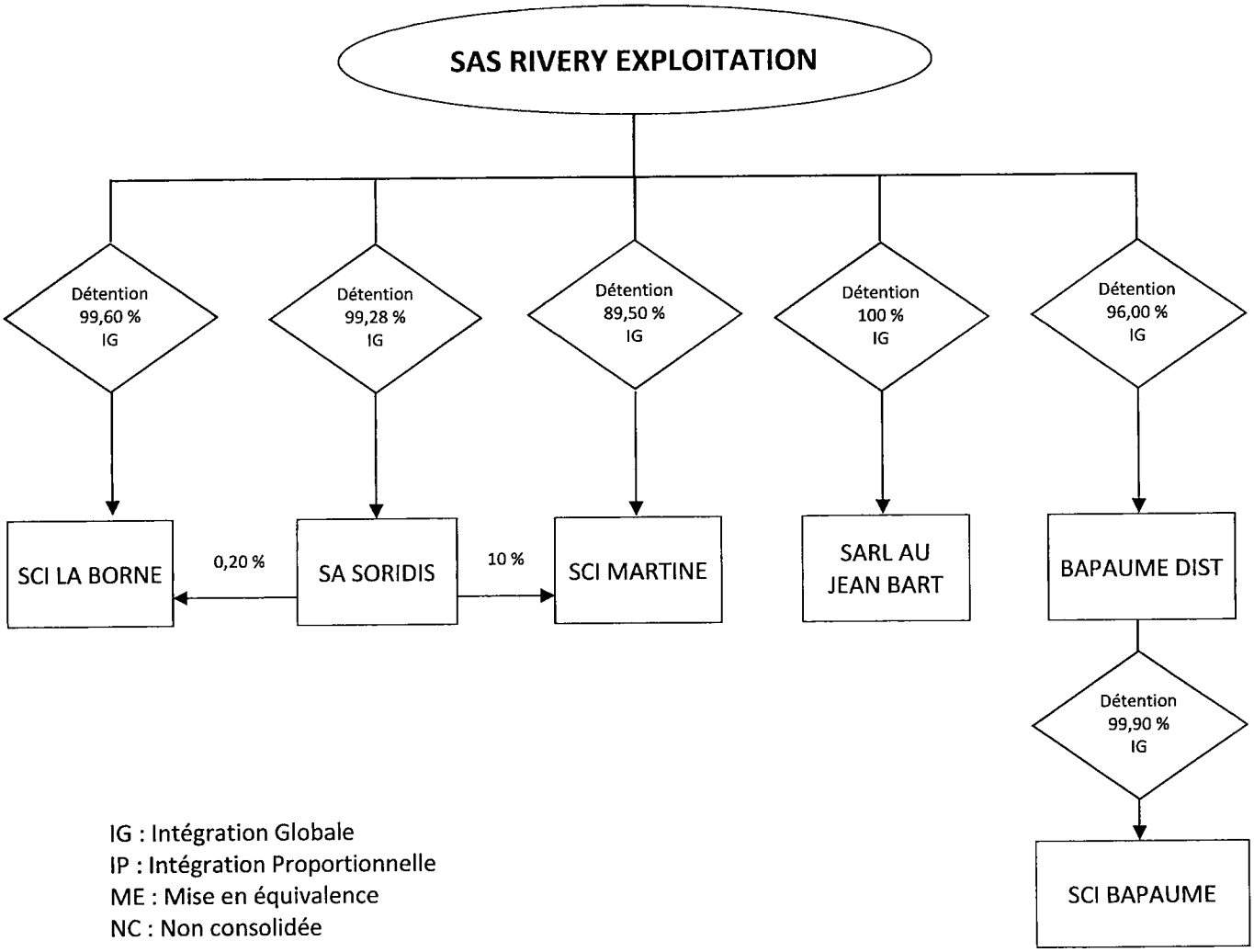
Activité : Restauration traditionnelle
Détention : 100 %

Méthode choisie et intérêts financiers

Entreprise détenue	*Contrôle groupe*	*Intérêts groupe*	*Méthode choisie*
LA BORNE	99,80 %	99,80 %	Intégration globale
MARTINE	99.50 %	99,43 %	Intégration globale
RIVERY EXPLOITATION	100 %	100 %	Intégration globale
SORIDIS	99,28 %	99,28 %	Intégration globale
BAPAUME DIST	96,00 %	96,00 %	Intégration globale
SCI BAPAUME	99,90 %	95,90 %	Intégration globale
SARL AU JEAN BART	100 %	100 %	Intégration globale

Organigramme du groupe

Société tête de groupe



IG : Intégration Globale
IP : Intégration Proportionnelle
ME : Mise en équivalence
NC : Non consolidée

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/03/2020

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- BAPAUME DISTRIBUTION	3 966	29 814	61
- SCI BAPAUME	5 917	630	-
- AU JEAN BART	338	370	5
- LA BORNE	9 028	1 317	-
- MARTINE	96	13	-
- RIVERY EXPLOITATION	23 214	65 586	177
- SORIDIS	3 029	1 526	-
TOTAL	***45 588***	***99 256***	***243***

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/03/2007.

La date de clôture de la société mère RIVERY EXPLOITATION est le 31/03/2020. Il en est de même pour les sociétés BAPAUME DISTRIBUTION, SORIDIS, et AU JEAN BART.

La date de clôture des SCI BAPAUME, LA BORNE et MARTINE est le 31/12/2019.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION

SA SORIDIS

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres Soridis par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 99,28 % des titres Soridis le 31/12/2004 pour 7 980 315 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 1 978 865 euros, dont 240 000 euros de distribution de dividendes.

Une première plus-value latente sur les titres de la SCI Martine a été identifiée pour un montant de 50 515 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Participations » à l'actif du bilan consolidé.
Une seconde plus-value latente sur fonds de commerce a également été déterminée pour un montant de 6 265 648 euros.
Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CCRC 99-02 (ANC 2015-07), la plus-value du fonds de commerce a été comptabilisée en écart d'acquisition pour 6 220 535 euros (retraitement fait de la part des minoritaires).
Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 8 038 190 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

L'écart d'évaluation sur fonds de commerce est constaté à partir du bilan de décembre 2004 servant de base à la négociation. Celui-ci conduisant à comptabiliser un écart d'acquisition négatif, Il était impératif de s'interroger sur le bien-fondé et la réalité de cette évaluation. Il a donc été décidé de plafonner le montant de l'écart d'évaluation à la constatation d'un écart d'acquisition nul, ce qui semble tendre vers une image la plus fidèle qui soit des comptes consolidés tout en respectant le principe de prudence.

SCI LA BORNE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres LA BORNE par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 100 % des titres LA BORNE le 31/12/2004 pour 3 284 500 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 161 986 euros.

Une première plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 1 286 632 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.
Une seconde plus-value latente sur construction a également été déterminée pour un montant de 3 397 139 euros. Cette plus-value a pour sa part été comptabilisée au poste « Construction » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 3 284 500 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que les écarts d'évaluation étaient justifiés par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur au prorata des valeurs nettes des postes d'actifs immobilisés, la partie sur construction étant amortie sur 20 ans.

SCI MARTINE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres MARTINE par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 90 % des titres MARTINE le 31/12/2004 pour 457 380 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de – 8 678 euros.

Une plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 775 317 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 508 200 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que l'écart d'évaluation était justifié par les valeurs de transaction. Il a été décidé de repartir cette valeur sur le poste terrain.

SARL AU JEAN BART

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres AU JEAN BART par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 10 % des titres AU JEAN BART le 29/11/2017 pour 203 540 euros.

La valeur des capitaux propres au 29/11/2017 était de 28 434 euros.

Une plus-value latente sur fonds de commerce a été identifiée pour un montant de 175 106 euros. Cette plus-value a été comptabilisée en écart d'acquisition.

Les capitaux propres retraités au 29/11/2017 s'élevaient donc à 203 540 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés RIVERY EXPLOITATION et BAPAUME DISTRIBUTION, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 377 652 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une dotation annuelle de 44 943 Euros et une provision en à-nouveau de 332 709 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

Les sociétés RIVERY EXPLOITATION et SORIDIS ont perçu de leur filiale SCI LA BORNE des dividendes d'un montant respectif de 272 904 et 548 Euros au titre de la distribution des résultats de l'exercice clos au 31/03/2019.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Un fonds de commerce d'hypermarché est inscrit pour 6 265 648 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société SORIDIS, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de restauration traditionnelle est inscrit pour 175 106 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société AU JEAN BART, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de presse est inscrit pour 28 000 euros à l'actif des comptes de RIVERY EXPLOITATION ;
- Un fonds de commerce de jeux de hasards et paris sportifs est inscrit pour 46 807 euros à l'actif des comptes de AU JEAN BART.

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la *CNCC (bulletin 126 de juin 2002)* précise que « dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du *règlement 99-02 du CRC*, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amoindrit du fait du temps ou de l'usage ».

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaitre de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

DEFICITS FISCAUX ET ACTIFS D'IMPOTS

Il a été considéré comme probable que les déficits fiscaux disponibles chez la société BAPAUME DISTRIBUTION (416 994 Euros) seront imputés ; un actif d'impôt différé a été constaté pour le montant correspondant, soit 129 268 euros.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 31 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Comptes réciproques au 31/03/2020
GROUPE RIVERY

					LA BORNE	MARTINE	RIVERY	SORIDIS	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
	165000	Dépôts de garantie		ct				-289 110			
	411100	Clients		dt				533 892			
	418100	Factures à établir		dt				71 372			
	451001	C/C Rivery		ct			-2 003 529				
	455110	C/C Soridis		ct				-185 481			
	467000	Autres comptes débiteurs		dt						24 000	
	621400	Personnel détaché		dt			16 807				
	661500	Int. C/Courants		dt			10 081				
	661500	Int. C/Courants		dt				1 091			
	706300	Loyer Soridis		ct				-1 185 446			
	706331	Taxe foncière Soridis		ct				-122 889			
	165100	Dépôts de garantie		ct				-3 139			
	456100	C/C Rivery		ct			-18 145				
	456300	C/C Soridis		dt				7 155			
	706300	Locations diverses		ct				-12 673			
	267103	Cr. Rati. À des part. SCI Martine		dt		18 145					
	274810	Prêt affrv. Soridis		dt				144 737			
	401100	Fournisseurs		ct					-15 547		
	408201	Fgx. Factures non parvenues		ct				-412 800			
	411100	Clients		dt							71 584
	411200	Clients fgx.		dt					1 071 465		
	451000	C/C Soridis		ct				-348 947			
	451001	C/C La Borne		dt	2 001 201						
	451003	C/C Bapaume		dt					835 446		
	451004	C/C Jean Bart		dt							182 316
	451860	Int. C/C à payer		ct				-2 350			
	451870	Int. C/C à recevoir		dt					2 858		
	451870	Int. C/C à recevoir		dt	2 328						
	455870	Int. C/C à recevoir		dt							1 010
	613580	Location gérance Soridis		dt				1 436 000			
	661500	Intérêts de comptes courants		dt				1 965			
	708410	Presta. Admin. Facturées		ct	-16 607						
	708410	Presta. Admin. Facturées		ct				-16 640			
	708410	Presta. Admin. Facturées		ct					-72 107		
	763620	Int. C/Courants		ct	-10 081						
	763620	Int. C/Courants		ct					-2 858		
	763620	Int. C/Courants		ct							-1 010
	168100	Autres emprunts Rivery		ct			-144 737				
	275101	Dépôts versés La Borne		dt	289 110						
	275102	Dépôts versés Martine		dt		3 139					
	401200	Fournisseurs		ct	-533 892						
	408201	Fgx. Factures non parvenues		ct	-71 372						
	411100	Clients		dt							2 865
	418100	Factures à établir		dt			412 800				
	451000	C/C Rivery		dt			348 947				
	451110	C/C La Borne		dt	185 481						
	451111	C/C Martine		ct		-7 155					
	455870	Intérêts C/C à recevoir		dt			2 350				
	613210	Loyers La Borne		dt	1 185 446						
	613220	Loyers Martine		dt		12 557					
	613231	Taxe foncière		dt	122 889						
	613231	Taxe foncière		dt		118					
	621400	Personnel détaché		dt			16 840				
	706331	Taxe foncière Jean Bart		ct							-2 367
	708847	Location Jean Bart		ct							-24 414
	708897	Location gérance		ct			-1 436 000				
	761700	Revenus créa.rattach.particip.		ct	-1 091						
	763620	Intérêts C/C		ct			-1 965				
	401100	Fournisseurs		ct			-1 055 918				
	451000	C/C SCI Bapaume		dt						509 755	
	451003	C/C Rivery		ct			-724 867				
	451005	C/C Rivery IS		dt			89 441				
	451860	Grpe intérêts courus à payer		ct			-2 858				
	451870	Int. C/C à recevoir		dt						874	
	613200	Loyer SCI Bapaume		dt						577 978	
	613231	Taxe foncière		dt						32 139	
	614635	Charges de loc. refacturées		dt						14 800	
	621410	Personnel détaché		dt			72 107				
	661520	Int. C/Courants		dt			2 858				
	761700	Revenus de créances part.		ct						-3 897	
	418100	Factures à établir		dt					46 261		
	455100	C/C Bapaume dist.		ct					-556 016		
	455860	Int. C/C à payer		ct					-874		
	467300	Refacturation La Borne		ct	-24 000						
	661520	Int. C/Courants		dt					3 897		
	706380	Loyer Bapaume dist.		ct					-824 917		
	401000	Fournisseurs		ct			-77 428				
	401000	Fournisseurs		dt				2 441			
	401000	Fournisseurs fgx		ct				-5 306			
	401000	Fournisseurs fgx		dt			5 844				
	451000	C/C IS groupe		ct			-1 791				
	451004	C/C Rivery		ct			-180 525				
	455860	C/C Rivery		ct			-1 010				
	613201	Loyers Soridis		dt				24 414			
	613231	Taxe foncière		dt				2 367			
	661520	Int. C/Courants		dt			1 010				

	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	SORIDIS	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE		-	-1 976 841	-1 176 551	-	24 000	-
MARTINE	-		-18 145	-8 657	-	-	-
RIVERY	1 976 841	18 145		801 965	1 619 257	-	253 900
SORIDIS	1 176 551	8 657	-801 965		-	-	-23 936
BAPAUME DIST	-	-	-1 619 257	-		1 131 649	-
SCI BAPAUME	-24 000	-	-	-	-1 131 649		-
JEAN BART	-	-	-253 900	23 936	-	-	

Ecarts d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
RIVERY EXPLOITATION	SORIDIS	6 220 535		6 220 535			
RIVERY EXPLOITATION	AU JEAN BART	175 106		175 106			
		6 395 641		**6 395 641**			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	**6 395 641**					**6 395 641**
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	146 469	9033			3 582	159 084
Fonds commercial		74 807				74 807
Autres immobilisations incorporelles	70 995					70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	8 759	18 456			-3 582	23 633
Immobilisations Incorporelles brutes	**226 223**	**102 296**				**328 519**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	121 894	17 324				139 218
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 995					70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	**192 889**	**17 324**				**210 213**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	**6 395 641**					**6 395 641**
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	24 575	-1 127			-3 582	19 866
Fonds commercial		74 807				74 807
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	8 759	18 456			3 582	23 633
Valeurs nettes	**33 334**	**84 972**				**118 306**

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 412 293					4 412 293
Constructions	21 970 827	461 718			27 007	22 459 552
Installations techniques, matériel, outillage	2 835 324	113 563	96 610			2 852 277
Autres immobilisations corporelles	4 755 530	407 572	3 934			5 159 168
Immobilisations en cours	29 457				-27 007	2 450
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	**34 003 431**	**982 853**	**100 544**			**34 885 740**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	27 918	8 402				36 320
Constructions	8 704 530	1 151 760				9 856 290
Installations techniques, matériel, outillage	1 769 592	247 902	30 573			1 986 921
Autres immobilisations corporelles	2 191 252	472 138	291			2 663 099
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	**12 693 292**	**1 880 202**	**30 864**			**14 542 630**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 384 375	-8 402				4 375 973
Constructions	13 266 297	-690 042			27 007	12 603 262
Installations techniques, matériel, outillage	1 065 732	-134 339	62 843		-3 194	865 356
Autres immobilisations corporelles	2 564 278	-64 566	3 643			2 496 069
Immobilisations en cours	29 457				-27 007	2 450
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	**21 310 139**	**-897 349**	**66 486**		**-3 194**	**20 343 110**

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 318 773	7 996				1 326 769
Prêts	120 032	-86 496				33 536
Autres immobilisations financières	57 223	-258				56 965
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	**1 496 027**	**-78 758**				**1 417 269**

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 318 773	7 996				1 326 769
Prêts	120 032	-86 496				33 536
Autres immobilisations financières	57 223	-258				56 965
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	**1 496 027**	**-78 758**				**1 417 269**

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	38 447		38 447
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	5 094 654	17 313	5 077 341
Valeurs brutes	**5 133 101**	**17 313**	**5 115 788**

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	72 726									72 726
Provisions pour charges	363 662		44 943	1 287						407 318
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	436 388		44 943	1 287						480 044
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	16 906		2 192	1 785						17 313
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	16 906		2 192	1 785						17 313
Prov. sur avances et acptes versés sur cmdes			1 936							1 936
Provisions sur comptes clients	7 829		3 488	5 374						5 943
Provision dépreciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	34 111			34 111						
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	41 940		5 424	39 485						7 879
TOTAL GENERAL	495 234		52 559	42 557						505 236

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 326 769			1 326 769
Prêts	33 536			33 536
Autres immobilisations financières	56 965			56 965
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	642 540	642 540		
Clients douteux	29 556	29 556		
Actif d'impôt différé	241 331	241 331		
Autres créances	929 554	929 554		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	**3 260 251**	**1 842 981**	**0**	**1 417 270**

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	15 278 184	3 006 584	7 372 710	4 898 892
Concours bancaires courants	2 567 273	2 567 273		
Emprunts en crédit-bail	64 876	26 383	38 492	
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	1 010 583	1 010 583		
Avances et acomptes reçus sur commandes en	25 943	25 943		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 350 437	5 350 437		
Dettes fiscales et sociales	2 350 123	2 350 123		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69 624	69 624		
Autres dettes	222 049	222 049		
TOTAL GENERAL	**26 939 092**	**14 628 999**	**7 411 202**	**4 898 892**

Impôts différés de l'exercice

Actif d'impôt différé	*Montant*
Fiscalité différée	125 445
Engagement retraite	117 072
Suppression frais d'établissement	4650
Activation du crédit-bail	-5836
Retraitement dérogatoire	
Amortissement de l'écart d'évaluation	
Total	**241 331**

Passif d'impôt différé	*Montant*
Activation du crédit-bail	
Retraitement dérogatoire	80 688
Amortissement de l'écart d'évaluation	905 158
Fiscalité différée	92 132
Engagement retraite	
Total	**1 077 978**

Détail de l'impôt sur le résultat	*Montant*
Impôts dus sur les bénéfices	299 866
Impôts différés sur les bénéfices	-47 086
Total	**252 780**

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	1 216 970
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	**1 216 970**
Impôt exigible comptabilisé	299 866
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	14 775
Impôt différé distribution	
Impôt réel	**314 641**
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	-61 861
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	**1 469 750**
IMPOT THEORIQUE GROUPE	**455 621**
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	**-140 980**
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	-25 692
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-269 498
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	**-295 190**
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	12 007
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	3 606
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	4 400
Résultat sociétés transparente fiscalement	-2 473
Autres bases	136 672
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	**154 212**
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	**-140 978**

Effectifs

	Effectif au 31/03/2020	Effectif au 31/03/2019
Cadres	8	5
Agents de maîtrise	17	19
Employés	218	174
Ouvriers		
TOTAL	243	214

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	15 627 073
Autres engagements reçus	5 822 268
TOTAL	21 449 341

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 646 719
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit-bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	8 646 719

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	90 737 249
Ventes de produits finis	3 544 187
Prestations de services	1 460 183
TOTAL	**95 741 619**

Répartition par marché géographique	Montant
France	95 741 619
Etranger	
TOTAL	**95 741 619**

Charges exceptionnelles

Taux de l'Impôt Société :	Nature des charges exceptionnelles	31/03/2020	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2019
31,00 %	Pénalités sur marchés et dédits payés sur achats et ventes				
	Pénalités, amendes fiscales et pénales	205			14 052
	Dons, libéralités				
	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
	Subventions accordées				
	Rappel d'impôts (autres qu'IS)				
	Autres charges sur opérations de gestion	45 074	13 973		7 814
	Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	23 568	7 306		24 545
	Sous-total	68 846	21 279		46 411
	Immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles	66 486	20 611		18 248
	Immobilisations financières				625
	Autres éléments d'actif				
	Malis provenant de clauses d'indexation				
	Lots				
	Sous-total	66 486	20 611		18 873
	Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
	Charges exceptionnelles diverses				
	Sous-total				
	Dotations aux amortissements exceptionnels				
	Dotations aux provisions réglementées (stock)				
	Dotations aux provisions réglementées				
	Dotations aux provisions pour risques et charges				3 485
	Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
	Sous-total				3 485
	Autres charges exceptionnelles non détaillées				
	TOTAL	**135 332**	41 890		**68 769**

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/03/2020	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2019
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes				2 007
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)				
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	41 185	12 767		38 286
Produits sur exercices antérieurs	105 394	32 672		64 317
Sous-total	146 579	45 439		104 611
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	61 203	18 973		28 696
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total	61 203	18 973		28 696
Immobilisations financières				340
Titres consolidées				
Sous-total				340
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	4 032	1 250		1 014
Sous-total	4 032	1 250		1 014
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)	1 287	399		
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges				
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total	1 287	399		
Autres produits exceptionnels non détaillés				6 926
TOTAL	**213 100**	66 061		**141 587**